



Sur la route entre Kashuga et Mweso, Masisi, Nord-Kivu, février 2013. Un groupe de femmes et de filles revient du marché. Photo : Therese Wagner/Oxfam

# UN DIFFICILE ÉQUILIBRE

## En quête de protection dans l'est de la RDC

Alors que 2014 commence tout juste, il y a des motifs d'espoir de paix dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC). Les initiatives nationales et l'engagement politique aux niveaux régional et international en 2013 ont permis des avancées considérables et ont donné lieu à de nouveaux accords-cadres pour résoudre le conflit et l'insécurité. Pour autant, les personnes rencontrées par Oxfam dans l'est de la RDC ont indiqué que leur situation restait précaire, en particulier dans les régions reculées dont l'État est relativement absent. Une implication nationale, régionale et internationale est requise, ainsi que des efforts pour s'assurer que les initiatives et les accords de haut niveau sont systématiquement liés aux expériences des communautés. Sans cela, cette occasion unique pourrait bien rester lettre morte.

# RÉSUMÉ

Il y a certaines raisons d'être optimiste en ce début d'année 2014, et d'espérer que se dessine la fin de plusieurs décennies de conflit armé dans l'est de la République démocratique du Congo (RDC). Les avancées politiques et militaires réalisées en 2013, notamment à travers une coopération régionale accrue et la défaite du groupe armé M23, offrent une occasion unique d'améliorer la situation pour les civils.

L'optimisme doit toutefois être tempéré par une forte dose de réalisme. La récente victoire militaire des forces gouvernementales n'est qu'un premier pas vers la stabilité dans la région, qui a essuyé des décennies de violence extrême, de mépris de la loi et de d'absence d'autorités étatiques fiables. Une part importante du Nord-Kivu et du Sud-Kivu est encore aux mains d'autres groupes armés, tandis que les relations entre les pays de la région demeurent fragiles.

Entre août et décembre 2013, Oxfam a rencontré des personnes dans 30 communautés touchées par des conflits dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu. Ces entretiens confirment les témoignages recueillis par Oxfam au cours de ses enquêtes régulières depuis 2007. Les effets positifs des initiatives politiques et militaires ne se sont pas encore répercutés dans la vie des communautés. Il est ainsi fait état de pressions économiques exercées sans relâche par les acteurs armés, l'État et les autorités traditionnelles. La violence et l'exploitation dans lesquelles vivent ces communautés jour après jour sont profondément ancrées dans leurs relations quotidiennes, non seulement avec les groupes armés, mais aussi avec l'armée nationale, la police et les personnalités locales. Dans certaines zones, la population a signalé une augmentation des violences et des exactions vers la fin de l'année 2013, tandis que les groupes armés se préparaient au désarmement ou à de possibles opérations militaires à leur encontre. Les communautés vivant à proximité des camps de désarmement ont notamment déclaré une recrudescence des mauvais traitements.

Certaines personnes ont indiqué à Oxfam que les violences se perpétuaient à leur encontre car l'État ne les protégeait pas de façon systématique, voire car ces mêmes autorités étatiques constituaient fréquemment une menace pour la protection de la population. Trop souvent, les membres de la police et de l'armée sont livrés à eux-mêmes pour assurer leur survie ainsi que celle de leur famille. Ils reçoivent un soutien insuffisant de leur hiérarchie, et en sont parfois réduits à vivre sur le dos de la population. Les niveaux élevés de violence et la faiblesse de la gouvernance se perpétuent ainsi de façon mutuelle.

Face au manque d'une protection efficace de la part des autorités étatiques, les communautés indiquent qu'elles doivent trouver par elles-mêmes des moyens de se protéger. Elles expliquent qu'une bonne partie de leurs initiatives, comme le fait de chercher la protection d'un groupe

armé ou d'éviter de se rendre aux champs, ne saurait être des solutions durables. Elles affirment que les répercussions sur les revenus du foyer, les relations sociales et la sécurité physique peuvent être graves sur le long terme. Dans certains cas, les stratégies communautaires débouchent effectivement sur une protection accrue. Plusieurs communautés mentionnent des résultats positifs lorsqu'elles parviennent à négocier avec les leaders locaux et les autorités étatiques pour trouver une solution conjointe. Plusieurs communautés citent aussi l'influence positive de la Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en RD Congo (MONUSCO), en particulier dans les cas où elle a pu établir des liens forts directement avec les communautés.

Malgré un bilan médiocre, la majorité des communautés considèrent toujours les institutions étatiques comme la solution pour leur sécurité. Les personnes interrogées déclarent ainsi qu'une présence de l'armée et de la police contribue à légitimer l'autorité. De ce fait, ces mêmes personnes demandent à ce que la police et les autres autorités civiles remplacent le plus rapidement possible l'armée et se basent sur de bonnes pratiques, comme le fait d'aller à la rencontre de la population pour comprendre les problèmes auxquels elle est confrontée.

Si des espoirs sont permis en ce début d'année, le chemin est encore long avant de voir les autorités étatiques jouir d'une présence, d'une redevabilité et d'une légitimité suffisantes pour garantir la sécurité des habitants dans l'est de la RDC.

Pour entretenir la dynamique, les acteurs nationaux, régionaux et internationaux doivent rester impliqués et être à l'écoute des expériences des communautés en cette période décisive, ce afin de garantir un engagement politique durable en faveur de la sécurité dans la région des Grands Lacs. Les enseignements tirés du passé doivent éclairer les prises de décisions, et de profondes réformes des institutions nationales (en particulier l'armée) doivent être mises en œuvre. Il ne faut surtout pas gâcher l'occasion unique que nous offrent les événements survenus en 2013, au risque de voir les mêmes problèmes ressurgir lors de l'enquête de 2014 sur les menaces pesant sur les communautés.

Pour éviter cela, et pour tirer parti d'une dynamique exceptionnelle, **le gouvernement congolais** doit rapidement améliorer la redevabilité des autorités étatiques tout en cherchant à améliorer leur efficacité en tant qu'acteurs dans le domaine de la protection. Il devrait renforcer et étendre la présence des autorités civiles, en particulier dans les zones rurales et reculées, et inclure une large participation et consultation des communautés quant aux décisions ayant une incidence sur leur protection. Il doit faire en sorte que les groupes armés aient des occasions réalistes et durables de mettre un terme à leurs activités, notamment par le biais de solutions non militaires, de consolidation de la paix et de réconciliation à l'échelon communautaire.

**Les États de la région et d'autres États membres de l'Union africaine** doivent soutenir l'État de la RDC en respectant les engagements pour la stabilité dans la région, pris dans l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération (PSCF), en encourageant et en apportant un soutien technique à la RDC pour que celle-ci tienne ses

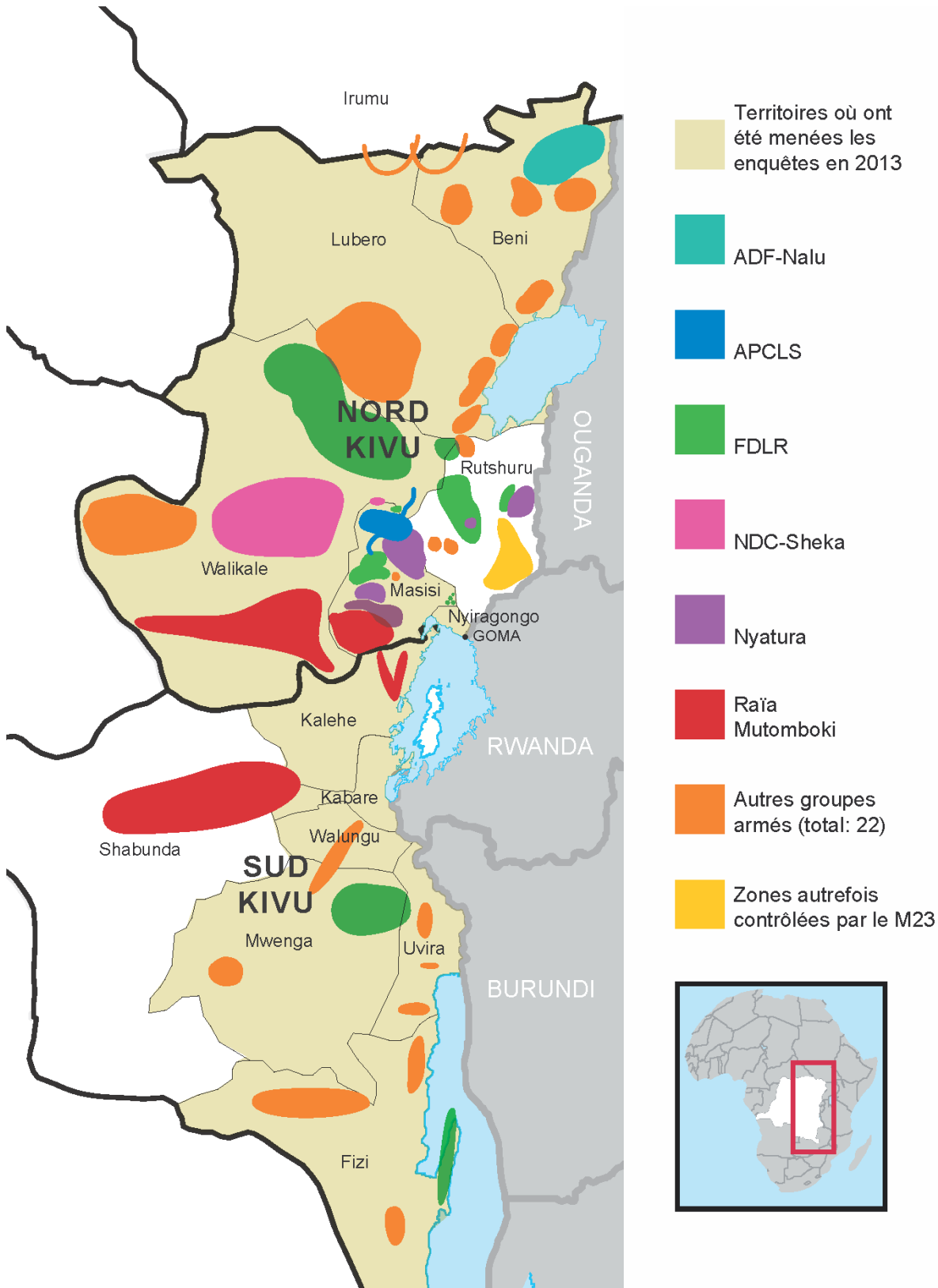
propres engagements dans le cadre du PSCF, et en garantissant la poursuite de l'engagement de haut niveau sur la situation dans l'est de la RDC.

Le rôle de la **MONUSCO** dans la protection des civils reste une composante essentielle de son mandat. De plus, une coordination et une certaine cohérence sont nécessaires entre les initiatives politiques et militaires, de même qu'un soutien pour la restauration effective des autorités étatiques, en particulier dans les zones rurales et isolées. La protection des civils doit être la priorité pendant les opérations militaires, et la communication avec les communautés doit être davantage renforcée et institutionnalisée.

Les **États du monde entier** ont un rôle important à jouer pour soutenir la RDC et les autres États de la région à tenir les engagements pris dans le cadre du PSCF, et à entretenir un dialogue politique inclusif et transparent aux niveaux local, national et régional.

# CARTE DU NORD-KIVU ET DU SUD-KIVU, EST DE LA RDC

De manière approximative, zones contrôlées par les divers groupes armés fin 2013 et zones étudiées par Oxfam en 2013.



# 1 INTRODUCTION

Il y a de bonnes raisons d'espérer que se dessine la fin de plusieurs décennies de conflit armé dans l'est de la RDC. Le M23, un groupe armé qui a pris Goma en novembre 2012, a été battu militairement en novembre 2013, changeant l'équilibre des forces entre les acteurs armés (les groupes rebelles et les forces gouvernementales) dans la région. Plusieurs groupes armés, dont certaines factions des Nyatura et des Raïa Mutomboki, ont fait part de leur volonté de se démobiliser. Début décembre 2013, l'État de la RDC a annoncé la reddition de plus de 4 000 anciens membres de groupes armés.

Le gouvernement affiche une certaine volonté politique d'éviter de reproduire les erreurs du passé. Les membres du M23 accusés de crimes de guerre n'ont pas bénéficié d'une amnistie générale, et les hommes du M23 n'ont pas été intégrés en masse dans l'armée comme leurs prédécesseurs du *Congrès national pour la défense du peuple* (CNDP) en 2007 et 2009. Alors que les précédentes opérations de désarmement militaire avec l'intégration des troupes dans les Forces armées de la RDC (FARDC) ont souvent aggravé l'insécurité des civils, les changements dans le commandement de l'armée et l'amélioration de la gestion ont eu des répercussions significatives sur leur comportement lors des récentes opérations lancées contre le M23 à Rutshuru, avec peu de cas d'exactions attribuées aux FARDC.

La coopération au niveau régional s'est également accentuée. Les voisins de la RDC ont tous promis de respecter leur intégrité territoriale respective dans l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération (PSCF) en 2013, et se sont engagés à ne pas soutenir les groupes armés dans les pays voisins, mais à renforcer la coopération économique et judiciaire. Les pourparlers entre l'État congolais et le M23 se sont multipliés à Kampala en 2013, débouchant sur la signature de déclarations entre les parties concernées en décembre. Le PSCF prévoit des réformes ambitieuses et de grande envergure destinées à lutter contre les causes profondes de l'instabilité.

Enfin, 2013 a vu un engagement international renouvelé pour la région des Grands Lacs. Cela inclut notamment le soutien actif en faveur du PSCF, le déploiement d'un envoyé spécial des Nations unies dans la région des Grands Lacs et un engagement de haut niveau des envoyés spéciaux de l'Union africaine et des États-Unis, ainsi que du coordinateur spécial de l'Union européenne. Le mandat de la MONUSCO a été révisé pour inclure une brigade d'intervention pour la première fois.

Toutefois, l'optimisme actuel accompagnant les dernières avancées dans l'est de la RDC doit être tempéré par une forte dose de réalisme. La récente victoire militaire du gouvernement n'est qu'un premier pas vers la stabilité dans la région, qui a essuyé des décennies de violence extrême, de mépris de la loi et de manque d'autorités étatiques fiables. Le M23

n'était que l'un des nombreux groupes armés actifs dans l'est de la RDC. L'attention régionale et internationale a été largement concentrée sur Goma et les zones contrôlées par l'ancien M23 à Rutshuru, au Nord-Kivu. Pourtant, une grande partie du reste du Nord-Kivu et du Sud-Kivu demeure sous le contrôle d'autres groupes armés, dont beaucoup se sont développés dans les vides sécuritaires laissés lorsque les forces congolaises ont focalisé leur attention sur la rébellion du M23 en 2012. Les opérations militaires contre les groupes armés, dont celles menées actuellement contre les FDLR et les rebelles de l'ADF-Nalu, risquent d'aggraver les violences auxquelles sont exposés les civils, en particulier dans les zones reculées.

#### **Encadré 1 : Enquête d'Oxfam sur la protection en 2013**

En 2013, Oxfam a soutenu neuf partenaires locaux chargés de recueillir l'opinion de 1 800 personnes dans 30 communautés touchées par le conflit dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu, par le biais de groupes de discussion et d'entretiens avec des informateurs clés. Les résultats des entretiens d'août et septembre 2013 ont été actualisés avec les communautés en novembre. Ils ont été complétés par des entretiens avec des membres de la communauté impliqués dans le programme de protection d'Oxfam dans les provinces des Kivu en novembre et décembre 2013.

Plus d'1,7 million de personnes sont encore déplacées dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu, et les populations restent une précieuse marchandise que les acteurs armés ne se privent pas d'exploiter<sup>1</sup>. Les hommes et les femmes qu'Oxfam a rencontrés en 2013 déclarent que la vie dans de nombreux villages demeure précaire, et qu'il reste beaucoup à faire pour restaurer un sentiment de sécurité. La violence, l'impunité et la faiblesse de la gouvernance se perpétuent de façon mutuelle. Les stratégies d'adaptation ont perdu de leur efficacité au fil des ans et la cohésion sociale a été mise à mal. Les systèmes abusifs, tels que le prélèvement de taxes illégales, sont devenus la norme.

Enfin, malgré les avancées, les relations entre pays de la région restent tendues. En 2013, des pays voisins auraient continué de soutenir le M23, selon des allégations répétées, et plusieurs dirigeants du M23 doivent encore être livrés à l'État de la RDC. Si la situation s'est améliorée par certains aspects, le chemin à parcourir est encore long.

Les récentes évolutions offrent une fenêtre d'opportunité pour améliorer la situation pour les civils dans l'est de la RDC, mais elles sont loin de garantir la fin de l'insécurité dans la région. Le sentiment de sécurité ne progressera qu'au prix d'efforts concertés de l'État pour protéger ses citoyens contre les violences et pour améliorer sa redevabilité envers ceux-ci. Ces efforts doivent inclure une présence forte et effective de l'État au-delà des zones urbaines, une réforme durable du secteur de la sécurité et des mesures gouvernementales claires pour largement impliquer et consulter les communautés quant aux décisions ayant une incidence sur leur protection. Ce dernier point est particulièrement important, car les opérations militaires sont lancées depuis des zones reculées. Pour entretenir la dynamique, les acteurs nationaux, régionaux

et internationaux doivent rester impliqués et être à l'écoute des expériences des communautés en cette période décisive, ce afin de garantir un engagement politique durable en faveur de la protection dans la région des Grands Lacs. Il faut tirer des enseignements du passé et mettre en œuvre de profondes réformes institutionnelles.

Ce document d'information se projette sur l'année 2014 et donne un aperçu sur différentes expériences individuelles en matière de protection et d'insécurité en RDC fin 2013. Les témoignages recueillis par Oxfam n'étaient pas radicalement différents de ceux rassemblés lors des précédentes enquêtes annuelles depuis 2007. Suite à la défaite du M23 et à l'annonce des opérations militaires contre la FDLR et les rebelles de l'ADF-Nalu, de nombreuses personnes ont expliqué être confrontées - ou redouter d'être confrontées - à une recrudescence des violences. Le présent document s'intéresse à ce que les habitants décrivent comme étant ou non source de protection, et à leur définition de ce qu'elle devrait être.



## 2 DES VIOLENCES QUOTIENNES PERMANENTES

La violence est très répandue et profondément ancrée dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu. Dans les enquêtes menées par Oxfam en août, septembre et novembre 2013, une grande partie des entretiens font écho aux témoignages recueillis chaque année par Oxfam depuis 2007. Les progrès réalisés en 2013 ne se sont pas encore répercutés dans la vie des communautés.

De nombreuses communautés ont signalé des attaques armées à répétition, et leurs conséquences dévastatrices. Cependant, elles expliquent aussi que ces attaques ne sont que l'une des manifestations d'un système d'exactions beaucoup plus large, et soulignent régulièrement les souffrances quotidiennes et répétées sur le long-terme faisant suite aux attaques, ainsi que les abus auxquels elles sont confrontées jour après jour. Les attaques s'accompagnent d'agressions sexuelles, de passages à tabac, de meurtres et de pillages. Viennent ensuite les déplacements, la pauvreté, les arrestations et les incarcérations illégales, ainsi qu'une taxation sévère, que ce soit par le groupe armé qui prend le contrôle ou par les institutions étatiques qui rétablissent leur autorité. La violence sous toutes ses formes vient de toutes parts.

### Encadré 2 : Pris entre les acteurs armés

Les communautés du territoire de Beni, dans le Nord-Kivu, évoquent la palette de menaces auxquelles elles sont confrontées. Elles citent plus particulièrement leur peur des enlèvements, qu'elles imputent aux rebelles de l'ADF-Nalu. Depuis mi-2010, plus de 660 personnes ont été déclarées enlevées. 382 d'entre elles ont disparu dans la première moitié de 2013, et 22 lors d'un événement unique en septembre 2013 au cours duquel deux autres personnes ont été tuées<sup>2</sup>. Contrairement aux autres zones où l'on signale des kidnappings, comme Uvira et Mwenga, dans le Sud-Kivu, ces enlèvements ne s'accompagnent pas de demandes de rançon, et les communautés affirment que ces personnes sont enlevées pour être réduites aux travaux forcés ou enrôlées de force dans des groupes armés. Très peu reviennent dans leur communauté.

Les hommes et les femmes sont souvent ciblés alors qu'ils se rendent au travail dans leurs champs. Nombre d'entre eux ont cessé d'y aller, se privant ainsi d'une source vitale d'alimentation et de revenus. Dans certaines zones, la population rapporte que les FARDC leur interdisent d'aller travailler. Alors que l'objectif déclaré est de protéger les communautés contre les enlèvements, certains affirment avoir souvent retrouvé leurs champs moissonnés par les soldats des FARDC et leur famille.

*« Un animal pris au piège ne peut pas espérer s'en sortir en n'y laissant pas un seul poil. »*

Dicton utilisé par les autorités locales dans un village du territoire de Lubero (Nord-Kivu).

*« Les civils et les hommes armés ne peuvent pas vivre côte à côte, c'est une loi immuable. Qui attacherait une chèvre à côté d'un léopard ? »*

Participant à un groupe de discussion d'hommes, territoire de Nyiragongo (Nord-Kivu).

Certains expliquent que le manque de nourriture et d'argent les contraint à prendre davantage de risques et à aller plus loin pour trouver de la nourriture, dans des zones où ils peuvent se faire attaquer. Les garçons doivent travailler dur dans des villes commerçantes ou migrer vers des sites d'exploitation minière. Les filles sont souvent « vendues » pour être mariées très jeunes ou prostituées. De nombreuses familles ont fui l'insécurité des villages les plus reculés il y a trois ans, et survivent tant bien que mal dans des zones « plus sûres », constituant autant de cibles faciles à exploiter.

Comme en 2011 et 2012, les communautés interrogées par Oxfam en 2013 ont expliqué en quoi les niveaux élevés de violence offraient aux acteurs armés et aux autorités traditionnelles l'occasion de les exploiter à leurs fins. Taxation illégale, amendes arbitraires, tout comme les « assurances de protection » font partie du quotidien. Dans certaines zones, ces formes d'extorsion ont été institutionnalisées et sont prélevées parallèlement à d'autres taxes locales, en échange d'un récépissé. Alors que les groupes armés les surnomment « taxes de sécurité », pour les communautés locales il s'agit plutôt de « payer pour avoir la vie sauve » ou pour « dormir en paix », étant donné les menaces de représailles pour les personnes refusant de payer. Les communautés paient lorsqu'elles le peuvent, car la violence n'est jamais bien loin.

Les communautés interrogées expliquent que le degré de menace dépend de l'identité de chacun, et que les hommes et les femmes sont confrontés à des menaces différentes selon leur âge, leur statut, leur métier et leur comportement. Dans de nombreux cas, les jeunes hommes sont ciblés pour réaliser des travaux non rémunérés. Certaines communautés affirment ainsi que des hommes armés, dont des soldats, se mettent en embuscade sur le chemin des terrains de football. Certaines communautés indiquent que les hommes font l'objet d'arrestations illégales et de kidnapping, car ils permettent de récupérer une rançon plus élevée, en tant que chefs de famille. Plusieurs communautés ont toutefois identifié les femmes, les enfants et les personnes âgées comme étant plus vulnérables sur le long terme que les hommes plus jeunes, car ces catégories de personnes n'ont pas la force physique nécessaire pour se protéger, sont moins en mesure de négocier une protection ou se remettent moins bien d'un choc soudain comme une attaque armée. Toutes les communautés déclarent que les femmes sont les principales victimes de violences sexuelles. Leur rôle important dans la production alimentaire et le commerce en font aussi des cibles faciles pour la taxation et les amendes aux points de contrôle et sur les marchés.

Dans l'ensemble du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, les violences et la faible légitimité de l'État se perpétuent mutuellement de différentes manières. La cohésion de la communauté s'est érodée au fil des ans et les identités ethniques sont souvent instrumentalisées par ceux qui détiennent le pouvoir (souvent celui venant du canon d'une arme). Les communautés interrogées par Oxfam indiquent pour la plupart que cette spirale s'est perpétuée tout au long de l'année 2013.

*Un groupe de discussion de femmes vulnérables dans le territoire d'Uvira (Sud-Kivu) a rapporté à Oxfam l'enlèvement d'un leader local, qui n'a été libéré que plusieurs jours plus tard après le versement d'une rançon : « [si c'est là le sort réservé à nos leaders,] pensez-vous vraiment que des gens comme nous peuvent éviter cela ? »*

### **Encadré 3 : Après la violence**

L'expérience des communautés en matière de violence est complexe et variée. Elle doit être comprise et traitée de manière exhaustive pour que les avancées militaires se traduisent en une sécurité durable.

En 2013, au moins quatre confrontations armées sérieuses ont eu lieu entre le groupe Nduma Defense of Congo, dirigé par Ntabo Ntaberi Cheka, (aussi connu sous le nom de Mayi-Mayi Cheka), et une coalition regroupant des éléments de l'APCLS, des FDLR et des Nyatura à Pinga, et dans les zones environnantes à Walikale et Masisi, au Nord-Kivu. Pinga est devenue célèbre ces dernières années pour les niveaux d'exactions auxquels les civils sont confrontés, changeant fréquemment de mains et obligeant les populations locales à fuir régulièrement vers les forêts alentour.

Les affrontements de 2013 ont engendré encore davantage de déplacements, de meurtres, de pillages et d'enrôlements de force, y compris d'enfants. La communauté Hunde dans cette zone a été menacée directement par les Mayi-Mayi Cheka. De nombreux habitants ont fui, et ceux qui sont restés ne pouvaient plus accéder aux écoles et aux services de santé.

Fin novembre 2013, il a été signalé que les Mayi-Mayi Cheka, qui avaient des liens forts avec le M23, avaient abandonné Pinga. En décembre, une présence des FARDC fut établie après une absence d'un an. Même si cela devrait permettre une réelle amélioration de la situation sécuritaire locale, les exactions ne vont pas complètement disparaître pour autant. Les problèmes sont profondément ancrés et découlent souvent d'un rapport de force ethnique entre les communautés Hunde et Nyanga. Le maintien de la stabilité dans cette zone exigera des efforts permanents de l'État pour restaurer ses institutions, mettre en place un système judiciaire efficace et gérer la réconciliation entre les communautés.

## 3 APRÈS LE M23

En novembre 2013, certains membres des communautés interrogées par Oxfam dans les territoires de Rutshuru et Nyiragongo (Nord-Kivu), autrefois aux mains du M23, expliquent que leur situation sécuritaire s'est améliorée depuis la défaite militaire du M23, citant notamment un meilleur accès aux marchés et aux champs. Les premiers rapports sur les troupes des FARDC déployées à Rutshuru font état de peu d'exactions envers les civils. Cela est au moins en partie imputable à une meilleure chaîne de commandement et au déploiement de troupes mieux entraînées, correctement rémunérées et approvisionnées. Avec le remplacement de plus de 100 officiers des FARDC début 2013 et un accent plus fort sur la discipline par le haut commandement dans l'est, l'armée montre des signes d'amélioration significatifs.

### Encadré 4 : Les retours

Au lendemain de la défaite du M23, l'un des défis est le retour des personnes déplacées internes (PDI), y compris depuis les camps autour de Goma.

L'État organise des retours, mais ceux-ci semblent prématurés. Parmi plus de 600 foyers transportés à Rutshuru fin novembre, 80 % sont revenus dans les camps. L'absence de « kits de réinstallation » suffisants à leur arrivée a clairement contribué à leur décision de retourner dans les camps, les populations ayant le sentiment que les conditions de leur retour durable n'étaient pas réunies. Sans une aide supplémentaire, de nombreuses PDI ne sont pas capables de reconstruire leur vie dans les villages dont elles avaient fui. De plus, de nombreux rapatriés ont exprimé l'opinion selon laquelle la sécurité n'était toujours pas assurée « à la maison ». Il est essentiel d'y remédier rapidement et d'établir une présence forte de l'État dans ces zones pour garantir un retour sûr, qui doit toujours se faire de manière volontaire.

Toutefois, dans certaines zones plus reculées du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, des communautés nous ont déclaré que des menaces pesaient toujours sur leur sécurité, malgré la défaite du M23. Dans le Sud-Kivu en particulier, cela est dû au fait que les menaces pesant sur la population ne sont que faiblement liées au M23, voire pas du tout. À d'autres endroits, les menaces se poursuivent et ont même redoublé depuis la défaite du M23. À Masisi, plusieurs communautés ont indiqué à Oxfam que les taxes illégales avaient augmenté en novembre et en décembre 2013. Elles ont expliqué que pour se préparer aux opérations militaires potentielles de la MONUSCO et des FARDC à leur encontre, les groupes armés avaient augmenté les prélèvements auprès des populations. Les communautés craignaient également une recrudescence des enrôlements forcés, comme cela a déjà été constaté par le passé. En effet, les rebelles des milices ont négocié leur rang au sein des FARDC en fonction du nombre de combattants déclarés au moment de la reddition. Les actes de banditisme se sont multipliés dans le territoire de

*« Je ne peux pas dire que les choses soient bonnes ou mauvaises. Nous sommes ballotés entre les deux forces en charge de cette zone. Je redoute que la situation empire si elles reprennent les combats. Mais qui seront les victimes ? Les gens ordinaires. »*

Homme participant à un groupe de discussion, territoire d'Uvira (Sud-Kivu).

*« Le M23 est resté ici un an. Depuis son départ... plus personne ne nous importune, et les FARDC nous protègent. »*

Secrétaire d'une administration villageoise dans le territoire de Nyiragongo (Nord-Kivu).

Rutshuru, avec l'explosion des groupes armés en de multiples factions.

Les communautés dans les environs du site de cantonnement géré par l'État à Bweremana, où sont envoyés les combattants qui se rendent aux FARDC, ont signalé une augmentation des violences en novembre et en décembre 2013. Elles expliquent la manière dont les combattants « hébergés » dans le camp vivent avec des familles hôtes ou dans des tentes, dont beaucoup se trouvent dans les champs autour du village. Cette communauté locale indique que des ex-combattants s'accaparent les récoltes, les privant de leur principale source de nourriture et supprimant une part importante de revenus pour les personnes déplacées hébergées dans le camp de personnes déplacées voisin, qui étaient auparavant payées par la communauté pour s'occuper des champs.

Des communautés à Fizi et Uvira rapportent des témoignages similaires avec d'anciens membres de groupes armés. Selon ces communautés, lors des processus d'intégration successifs, les groupes armés ont été rassemblés dans des camps aux portes de leur village et laissés là sans aucun suivi par les autorités étatiques. Cela a généré une augmentation des cas d'exactions, car les groupes armés avaient des ressources limitées et car peu ou aucune mesure incitative n'étaient en place pour mettre un terme à l'exploitation des communautés. Un groupe de Mayi-Mayi s'est présenté plus d'une douzaine de fois à un camp de désarmement, a vécu sur le dos de la population, avant de retourner dans les collines avec ses armes.

*« À quoi bon aller travailler aux champs si seule une part infime de nos récoltes va à nos familles, alors que la majorité est destinée aux soldats et aux Mayi-Mayi ? »*

Participant à un groupe de discussion, territoire de Fizi (Sud-Kivu).

#### **Encadré 5 : Faire face aux groupes armés**

L'un des défis stratégiques pour une paix durable en RDC est le désarmement, la démobilisation et la réintégration (DDR), dans la vie militaire ou civile, des nombreux groupes armés présents dans l'Est. Des milliers de combattants doivent être entièrement incorporés dans les FARDC de sorte à rompre les anciennes chaînes de commandement, ou être véritablement réintégrés dans les communautés civiles. L'intention affichée des différents groupes armés dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu de déposer les armes est une avancée positive, mais il faut rapidement leur proposer des alternatives.

La MONUSCO mène actuellement un programme de désarmement, démobilisation, rapatriement, réintégration et réinstallation (DDRRR) pour les groupes « étrangers », et l'État de la RDC a approuvé fin décembre 2013 un plan de DDR pour les acteurs armés « nationaux », qui forment la majorité des combattants. Toutefois, ce plan de DDR a tardé à venir et, à l'heure où nous écrivons ces lignes, des sites de cantonnement gérés par l'État comme Bweremana fonctionnent encore avec des ressources insuffisantes. La mauvaise gestion des sites de cantonnement et les politiques de DDR mal planifiées risquent de dissuader les membres de groupes armés envisageant une démobilisation.

Les efforts de désarmement déployés par le passé ont échoué. Les anciens membres de groupes armés ont gardé leurs armes et restent dans leur ancienne zone d'influence, où ils constituent toujours une menace pour les civils. Les programmes de DDR ne sont pas non plus parvenus à traiter efficacement la question des personnes associées aux groupes armés,

mais ne prenant pas directement part aux hostilités. Pour les hommes, les femmes et les enfants associés aux groupes armés souhaitant retourner à la vie civile, un programme de DDR efficace, avec des ressources appropriées, est essentiel. Les enseignements tirés des précédents processus révèlent l'importance d'une composante forte de réintégration communautaire, bénéficiant à l'ensemble de la communauté et non seulement aux individus. Ils soulignent également la nécessité d'un processus pour répondre aux besoins spécifiques des femmes, des hommes, des garçons et des filles.

Les communautés ont indiqué à Oxfam qu'elles redoutaient de nouvelles opérations des FARDC et de la MONUSCO contre les FDLR. Dans le sud du Lubero, où les opérations menées en 2009–2010 ont été accompagnées d'importantes violations des droits de l'homme<sup>3</sup>, mais où les membres des FDLR subsistent en grand nombre, certains foyers ont déjà commencé à se déplacer vers des zones jugées plus sûres. Début décembre 2013, près de 2 000 foyers avaient ainsi fui vers Kanyabayonga. Les communautés touchées par les opérations de 2009 et 2010 à l'encontre des FDLR expliquent que les civils se sont retrouvés pris au cœur des opérations, victimes des FDLR pendant leur retraite, puis punis par les troupes des FARDC pour leur supposée « collaboration avec l'ennemi ».

*En 2009, Oxfam a recueilli des témoignages parmi la population du territoire de Lubero : « Avec leurs opérations militaires, ils ont réveillé un démon qui sommeillait. »*



# 4 L'ABSENCE DE PROTECTION

En 2013, des personnes ont rapporté à Oxfam que les violences qu'elles subissent se poursuivent, car l'État ne les protège pas. Selon elles, les autorités civiles, la police et l'armée nationale sont les véritables responsables pour assurer la sécurité de la population. La situation n'a pas changé par rapport aux précédentes évaluations sur l'état de la protection, et les exactions sont souvent perpétuées par ces mêmes autorités étatiques.

Trop souvent, les employés de la Police nationale congolaise (PNC) et des FARDC sont livrés à eux-mêmes pour assurer leur survie, ainsi que celle de leur famille. À défaut de ressources, de supervision par les commandants et de systèmes de responsabilisation appropriés, la population ne voit pas ce qui pourrait empêcher les soldats de se retourner contre les civils en leur imposant des travaux forcés, en pillant leurs champs, en prélevant des taxes illégales et en procédant à des arrestations arbitraires afin d'extorquer de l'argent contre leur libération.

## Encadré 6 : Vivre protégé

Là où la présence étatique est surtout assurée par l'armée, la population se sent rarement mieux protégée.

Dans une communauté du territoire de Walungu, dans le Sud-Kivu, les habitants déclarent que les vols et les cambriolages par des soldats des FARDC sont parmi leurs principaux problèmes. Les participants d'un groupe de discussion racontent que les membres de l'armée les appellent « *matope* », ce qui signifie « boue ». Selon eux, cela reflète bien l'attitude de l'armée vis-à-vis de la population, que l'armée considère facile à manipuler et à écraser.

La faiblesse de la gouvernance se répercute au niveau des communautés et des foyers, fragilisant les relations. Elle permet de fortes proportions de violences sexuelles et domestiques. Dans le territoire de Walungu, des femmes ont raconté à Oxfam la manière dont les violences domestiques, les extorsions et le sentiment d'impunité s'exacerbent les uns les autres : « Lorsqu'une femme est battue par son mari, elle peut déposer plainte à la police. Toutefois, les policiers n'agissent que si la victime paie, et nous n'avons généralement pas d'argent à leur donner. De plus, bien souvent, le mari accusé va graisser la patte des policiers afin de faire classer la plainte de sa femme. »

Certaines communautés ont même fait état d'organisations pourtant censées défendre les droits de la population abusant de leur position. Même si les retours sur les organisations de la société civile sont

*« Nous ne sentons pas la présence de l'État dans l'est du pays. »*

Participant à un groupe de discussion, territoire de Beni

*« Nous avons été méprisés. On nous a abandonnés. Seules les femmes des soldats vendent des produits agricoles maintenant, des produits qu'elles nous ont volés avec l'aide de leur mari. Nous sommes contraints de racheter ce que nous avons semé. »*

Participant d'un groupe de discussion de femmes vulnérables dans le nord du territoire de Beni.

*« Nous vivons comme des chats et des souris ici. Résister aux volontés d'un soldat, c'est s'exposer à un passage à tabac. »*

Participant à un groupe de discussion, territoire de Masisi (Nord-Kivu).

globalement positifs, les membres de la communauté d'un village du territoire de Beni ont indiqué qu'une organisation locale avait commencé à demander de l'argent pour des services tels que l'intervention auprès des autorités locales pour plaider pour la libération de personnes arrêtées illégalement.

En l'absence d'acteurs de protection fiables, les communautés sont contraintes de chercher protection ailleurs. Certaines s'en remettent aux groupes armés pour assurer leur sécurité, alors même qu'ils comptent dans leurs rangs certains des principaux auteurs des exactions. Dans de nombreux cas, ces derniers cohabitent avec les populations locales ou en sont issus. Dans une communauté de Masisi, des habitants expliquent qu'ils sont protégés par une partie de l'APCLS, un groupe considéré comme responsable de diverses violations des droits de l'homme. La faction est basée localement et la communauté explique dépendre des *enfants du terroir* pour sa protection, en l'absence de toute autorité étatique viable. L'APCLS n'est pas le seul groupe armé à être perçu ainsi, et des communautés dans le Sud-Kivu évoquent souvent des factions des Raïa Mutomboki dans les mêmes termes. Ce type de protection d'un groupe armé, comme dans le cas de Pinga ci-dessus, a souvent tendance à accentuer les divisions ethniques, repoussant toujours plus loin les espoirs de réconciliation pacifique.

*D'après un groupe de jeunes femmes dans le territoire de Beni, lorsque la population déplore les agissements de l'armée, les FARDC répondent que « la population ne devrait pas se plaindre, c'est nous qui en assurons la protection. »*

## EN QUÊTE DE PROTECTION

Face au manque de protection par les autorités étatiques, les communautés ont expliqué à Oxfam comment elles trouvaient des moyens de se protéger. Toutefois, elles reconnaissent que la plupart des mesures prises n'offrent qu'une solution à court terme. Les coûts à plus long terme sont souvent élevés : après avoir accepté de payer une taxe illégale une première fois, il est difficile de refuser les fois suivantes ; des groupes d'autodéfense sont formés et recrutent ensuite de force des jeunes hommes et des garçons et dépendent de la population pour subsister ; les restrictions que les familles s'imposent elles-mêmes sur leurs déplacements peuvent réduire considérablement leur activité économique. Les répercussions sur les revenus du foyer, les relations sociales et la sécurité physique peuvent être graves.

Les populations ont expliqué à Oxfam comment elles évitaient les agressions en fuyant vers d'autres zones, en s'imposant des restrictions sur leurs déplacements et, le plus souvent, en accédant simplement aux demandes des acteurs armés. Les habitants sont forcés d'acheter leur protection par les groupes armés, par le biais de taxes ou de moyens coercitifs. Des femmes déclarent devoir dissimuler des biens dans les « *mangele* », des cachettes dans la forêt, afin d'échapper aux pillages lors des attaques lancées par les groupes armés. Mais comme les groupes armés sont souvent locaux, ils connaissent ces cachettes. Plusieurs communautés rapportent des cas fréquents de prostitution de mineures.

*Confrontées au prélèvement simultané de taxes illégales à la fois par les soldats des FARDC et les combattants Mayi-Mayi présents dans la zone, une communauté d'Uvira avait négocié une alternance des jours de prélèvement et une réduction des sommes concernées.*

*Les femmes qui fuient vers la forêt pour se protéger des agresseurs sexuels ne sont pas nécessairement plus en sécurité, car les responsables de ces actes connaissent leurs cachettes. »*

Groupe de discussion de femmes, territoire de Mwenga (Sud-Kivu).



Des communautés rapportent le cas de certaines personnes se faisant justice elles-mêmes, par dépit du manque de justice étatique. Une telle « justice populaire » se fait souvent hors de tout contrôle et peut être utilisée pour venger d'anciens griefs. Cela dit, des initiatives judiciaires localisées peuvent aussi se révéler constructives : certaines communautés, notamment dans le territoire de Fizi, Sud-Kivu, où sévissent des conflits ethniques, indiquent que les chefs de village proposent une médiation en cas de différend sur la propriété au sein de la communauté. Les leaders traditionnels sont régulièrement cités comme les premiers interlocuteurs pour les hommes et les femmes, et en tant qu'acteurs décisifs pour la protection des communautés.

D'autres stratégies à l'échelon communautaire engendrent une amélioration de la protection. Dans une partie du Sud-Kivu, une organisation locale serait ainsi parvenue à assurer le remplacement d'un agent corrompu de la sécurité nationale. Une communauté de Masisi, menacée d'extorsion et de prélèvement de taxes illégales par des groupes armés, a sollicité les FARDC. Les commandants ont réagi en envoyant des hommes, ce qui a eu pour conséquence de réduire les arrestations arbitraires et d'améliorer la sécurité des routes pour sortir du village. Des communautés ont aussi raconté à Oxfam que l'éducation familiale proposée par les organisations locales les avait aidées à lutter contre les violences domestiques. Elles affirment que ces initiatives ont permis de réduire les menaces et d'améliorer leur propre sécurité.

Certaines communautés font état de bonnes pratiques par les autorités étatiques. Dans plusieurs communautés du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, des réunions régulières sur la sécurité rassemblent les chefs locaux, les commandants des FARDC, la PNC et la MONUSCO pour traiter des cas de violences. Ces rencontres permettent un dialogue suivi entre les militaires, la police, les autorités civiles locales et les services de renseignement.

#### **Encadré 7 : Le rôle de la MONUSCO**

Tandis que la protection par les agents de l'État est souvent imprévisible, la MONUSCO reste un acteur important pour la protection. Comme les années précédentes, les personnes interrogées dans 11 communautés où la MONUSCO est présente apportent des témoignages mitigés sur son rôle.

Plusieurs groupes de discussion évoquent l'influence positive de la MONUSCO sur la sécurité locale. Une communauté à Walikale a expliqué à Oxfam que les habitants pouvaient signaler les abus des autorités étatiques, comme les arrestations arbitraires, à la MONUSCO et aux leaders de la communauté au cours des réunions régulières. Cela a contribué au recul de certaines menaces, et aurait aussi réduit la propension des jeunes à fuir les villages. Une autre communauté dans le territoire de Nyiragongo affirme que la MONUSCO effectue des patrouilles régulières, lutte contre les barrages et les arrestations arbitraires et organise des réunions mensuelles avec les autres acteurs de la protection. Plusieurs communautés soulignent les rapports positifs qu'ils entretiennent avec les Assistants de liaison communautaire (ALC) de la MONUSCO.

Toutefois, dans d'autres zones, des personnes indiquent ne pas

comprendre le travail de la MONUSCO et n'avoir eu aucun contact avec du personnel de la MONUSCO. Un homme dans un groupe de discussion, dans le territoire de Fizi (Sud-Kivu), déclare ainsi : « Nous voyons [les troupes de la MONUSCO] passer dans leurs véhicules, mais nous ne savons pas ce qu'elles font dans notre pays. » De nombreuses personnes appellent de leurs vœux une présence accrue de la MONUSCO, en particulier dans les zones rurales reculées, ainsi qu'un meilleur échange d'informations avec les communautés et les leaders locaux concernant les menaces de protection.

La MONUSCO a développé une série de bonnes pratiques afin d'améliorer la protection des civils au fil des ans. Celles-ci doivent être appliquées de manière systématique. Tandis que la Mission accroît son soutien à l'État congolais pour consolider la présence des autorités civiles dans les zones rurales et reculées et tenir ses engagements pris dans le PSCF, il faut institutionnaliser davantage les bonnes pratiques et renforcer la communication proactive avec la population.

# 5 D'OÙ VIENDRA LA PROTECTION ?

Malgré un bilan médiocre, la majorité des communautés considèrent toujours les institutions étatiques comme la solution pour leur sécurité. Les personnes interrogées déclarent ainsi qu'une présence de l'armée et de la police contribue à légitimer l'autorité. Selon elles, le fait que l'État semble prendre au sérieux la réforme de l'armée (avec la nomination de nouveaux commandants dans l'est de la RDC au cours de l'année 2013) est une avancée positive. Elles tempèrent toutefois leurs propos en expliquant que l'armée est actuellement « le meilleur du pire ». Cela ne suffit pas. Il y a de nombreuses allégations de collaboration entre l'armée et les groupes armés, et certains soldats commettent de graves délits, en particulier dans les zones rurales reculées. En l'absence de profonde réforme du secteur de la sécurité, l'armée ne peut pas toujours protéger les communautés de façon efficace.

La population demande que l'armée et la police s'inspirent des exemples de « bonnes pratiques », comme les réunions de sécurité entre les acteurs de la protection, et travaillent davantage avec les leaders traditionnels, en participant aux réunions entre ceux-ci et la population afin d'appréhender les principaux problèmes auxquels elle est confrontée. Elle appelle les autorités civiles à agir comme un tampon et un interlocuteur entre la population et l'armée, à maintenir une présence et faire preuve de compassion avec les communautés touchées en cas d'attaque, par une manifestation visible de l'État.

Parallèlement, les communautés soutiennent que les soldats, les policiers et les autorités civiles devraient être payés régulièrement et logés correctement, qu'ils devraient être clairement encadrés et soutenus par leurs supérieurs, et que les violations des droits de l'homme devraient être punies. La population demande également le déploiement le plus rapide possible d'officiers de police bien formés et bien encadrés (plutôt que de l'armée) afin de restaurer une présence forte des autorités civiles.

Étant donné le manque de confiance dans les institutions étatiques, les communautés se tournent souvent vers les ONG nationales et internationales et les organisations de la société civile locale. D'après les communautés rencontrées par Oxfam, la société civile joue un rôle déterminant pour suivre les violations des droits de l'homme et mener des actions de sensibilisation aux droits des personnes. Ce dernier point revêt une importance particulière, la méconnaissance des lois rendant la population très vulnérable face à l'exploitation.

*« La présence des FARDC est déterminante, ici. Il n'y a plus d'affrontements entre les groupes armés, et depuis l'arrivée de l'État, il ne nous est plus prélevé de taxes illégales. »*

Jeune femme du territoire de Masisi (Nord-Kivu)

*« Les policiers sont mal payés. C'est pour cela qu'ils se soucient avant tout de leur propre survie. »*

Participant à un groupe de discussion, territoire d'Uvira (Sud-Kivu).

# 6 CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Pour la première fois depuis des années, implication nationale renouvelée, coopération régionale et engagement international sont réunis dans l'est de la RDC. La défaite du M23 change la donne politique et militaire, et le PSCF peut servir de socle pour la sécurité dans la région. Les changements doivent toutefois dépasser les sphères politique et militaire. La réforme du secteur de la sécurité, en particulier les mesures de DDR, et l'extension des autorités étatiques œuvrant pour les citoyens congolais dans toute la RDC sont plus que jamais nécessaires, et l'État congolais doit aller au-delà des promesses et traduire ses engagements en actions. Si la réforme du secteur de la sécurité est partielle ou inefficace, et si le dialogue politique exclut certaines parties prenantes, manque de transparence ou est déconnecté des réalités de la population, l'occasion actuelle d'établir une stabilité durable, dans l'est de la RDC, risque de rester lettre morte. Au niveau régional, les engagements pris dans le PSCF doivent être tenus pour que ces réformes soient effectivement mises en œuvre. Alors que des opérations militaires sont lancées contre les FDLR, les ADF-Nalu et d'autres groupes armés, il est essentiel que les acteurs nationaux, régionaux et internationaux tirent des enseignements du passé et confirment leur implication. Ils doivent veiller à ce que des mesures immédiates et des politiques à plus long terme soit développées et mises en œuvre, de sorte à refléter les préoccupations des communautés et à promouvoir une stabilité durable.

La victoire militaire n'est pas une fin en soi. La défaite du M23 ne suffit pas pour garantir la stabilité dans le reste de l'est de la RDC. Au mieux, c'est le début de la fin ; au pire, l'enquête de 2014 sur les menaces de protection révélera toujours les mêmes problèmes.

## L'État de la RDC doit :

**Améliorer la redevabilité des autorités étatiques, y compris l'armée, la police, les services de renseignement et les autorités civiles, afin d'améliorer leur efficacité en tant qu'acteurs de protection par différents moyens :**

- En veillant au **versement des salaires dans les temps** et à **l'amélioration des conditions de vie** des membres de l'armée et de la police ainsi que de leur famille, y compris par le biais de soins de santé et de ressources logistiques adéquates.
- En faisant des **progrès concrets dans tous les domaines de la réforme du secteur de la sécurité**, y compris par des investissements dans la formation, la lutte contre l'impunité et le soutien aux bonnes pratiques qui partent de la base et qui améliorent les relations entre civils et militaires.

*« Je ne comprends pas pourquoi les personnes supposées nous protéger nous infligent de tels tourments. Comment pouvons-nous nous plaindre de l'État ? »*

Homme participant à un groupe de discussion, Grand Nord, Nord-Kivu, 2008

*« L'armée et la police vivent sur le dos de la population parce qu'elles sont mal gérées. »*

Homme participant à un groupe de discussion, nord du Sud-Kivu, 2013

*« Ils brandissent leurs couteaux ou leurs fusils sous notre nez et nous ordonnent d'enlever nos vêtements ; nous devons obéir sans hésitation. »*

Participant à un groupe de discussion, territoire de Mwenga (Sud-Kivu), 2008

*« Lorsque les FDLR arrivent dans une zone, elles massacrent les populations avec leurs machettes et leurs fusils. Ceux qui ont de l'argent sont épargnés. Les combattants volent tout ce qu'ils voient. »*

Homme participant à un groupe de discussion, territoire de Mwenga (Sud-Kivu), 2013

- En assurant une large **diffusion des codes de conduite et des responsabilités** auprès des autorités étatiques et de la population civile, et en veillant à ce que les autorités étatiques reçoivent une formation et des cours de rappel avec une surveillance et une évaluation permanentes.
- En veillant à ce que les agents de l'État accusés de violations des droits des citoyens soient **traduits en justice** rapidement et que des mécanismes appropriés soient mis en place à cette fin. L'État doit aussi rapidement **établir des tribunaux mixtes** s'appuyant sur le savoir-faire national et international afin d'instruire les cas de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité.

***Renforcer et étendre la présence d'un État civil redevable :***

- En privilégiant le **déploiement rapide d'autorités civiles et de forces de police correctement formées et dotées de ressources suffisantes** pour servir d'acteurs de la protection dans les zones récemment reprises aux groupes armés, et en renforçant leur rôle d'acteurs de la protection là où elles sont déjà présentes.
- En **incluant systématiquement les civils dans les réunions de sécurité au niveau local**, avec des structures pour que les femmes puissent faire entendre leur voix. Les acteurs de l'État et les leaders traditionnels doivent être tenus responsables pour les actions convenues lors de ces réunions.
- **En soutenant la pacification et la réconciliation au niveau communautaire** grâce à des initiatives communautaires régulières, afin de traiter les causes profondes du conflit, comme les questions de propriété foncière.

***S'assurer que les groupes armés se voient offrir des opportunités réalistes et viables de mettre un terme à leurs activités :***

- En privilégiant d'urgence la **mise en œuvre du programme national DDR III** et la diffusion de ce programme auprès des membres actuels des groupes armés pour offrir aux hommes, femmes et enfants associés aux groupes armés des alternatives durables et crédibles, adaptées aux besoins spécifiques des différents groupes. Des ressources suffisantes doivent être fournies aux sites de cantonnement gérés par l'État.
- En veillant à ce que **l'importance accordée à la réintégration dans le document du programme DDR III se reflète dans sa mise en œuvre**, y compris en proposant des alternatives socio-économiques concrètes aussi bien aux combattants qu'aux membres non combattants des groupes armés, et en s'assurant de la participation des communautés affectées dans ces initiatives.
- **En mettant fin à l'intégration des groupes armés** dans les FARDC et la PNC sans vérification et formation adéquates ou sans sites d'intégration dotés de ressources suffisantes.

***Les autres États de la région doivent :***

- Tenir leurs engagements pour la **stabilité régionale** déclarés dans le PSCF.

- **Mettre en œuvre les activités requises pour atteindre les référentiels régionaux et les engagements pris** dans le PSCF, de manière inclusive, opportune et transparente ; en veillant à ce qu'elles soient cohérentes avec les référentiels nationaux PSCF et à ce qu'elles soient en lien direct avec les expériences des hommes et des femmes.

#### **L'Union africaine et ses États membres doivent :**

- **Apporter un soutien technique coordonné à l'État congolais**, en particulier pour la mise en œuvre de la réforme inclusive du secteur de la sécurité et d'une bonne gouvernance.
- Assurer un leadership politique pour **encourager la RDC et les autres États de la région à tenir leurs engagements pris dans le PSCF** de façon coordonnée et cohérente. Promouvoir un processus opportun, transparent et responsable avec des mécanismes pour inclure systématiquement les groupes représentatifs de la société civile, notamment les organisations de femmes, en particulier dans les réformes de la gouvernance.
- **Renforcer le mandat de l'Envoyé spécial de l'Union africaine dans la région des Grands Lacs** pour qu'il intègre la surveillance et le reporting sur les besoins de protection des communautés.
- Offrir aux membres du Conseil de paix et de sécurité davantage d'opportunités de **prendre en compte les points de vue de la société civile et des leaders de la communauté** dans les prises de décisions concernant la protection des civils.

#### **La MONUSCO doit :**

- Assurer la **coordination entre les initiatives politiques et militaires**. Ce point implique notamment d'aider l'État congolais à étendre sa présence civile dans les zones rurales et reculées dont l'État était jusqu'alors relativement absent.
- Travailler avec l'État congolais pour s'assurer que la protection des civils est privilégiée lors des opérations armées, et **développer un cadre de « lignes rouges »** au-delà desquelles les opérations doivent être suspendues temporairement ou de manière permanente selon le tort réel ou potentiel causé aux civils.
- **Renforcer la communication avec la population congolaise en accentuant le rôle des Assistants de liaison communautaire**, en augmentant leur mobilité et le nombre de femmes déployées, tout en veillant à un haut niveau d'implication au sein de la MONUSCO pour communiquer avec les communautés, et en assurant l'inclusion de la société civile représentative dans la mise en œuvre et le suivi du PSCF.

#### **Les États du reste du monde doivent :**

- Faire peser une pression politique crédible et coordonnée pour **faire avancer la réforme du secteur de la sécurité et la réforme de la justice**, notamment en choisissant un bailleur référent afin d'améliorer la coordination.
- Soutenir l'État congolais, y compris en apportant un savoir-faire

technique coordonné, afin qu'il **tienne ses engagements pris dans le PSCF** de manière opportune, inclusive, transparente et responsable, en favorisant la cohérence entre les initiatives nationales, régionales et internationales.

**Les Envoyés spéciaux/Coordinateurs des Nations unies, de l'Union africaine, de l'Union européenne et des États-Unis dans la région des Grands Lacs doivent :**

- Encourager l'État congolais à envisager de réelles alternatives aux opérations militaires, **en renforçant le dialogue politique aux niveaux local, national et régional.**
- Veiller à l'**inclusion systématique des organisations représentatives de la société civile** dans le développement, la mise en œuvre et la supervision des activités liées aux référentiels du PSCF.
- Assurer le **développement et la mise en œuvre des activités liées aux référentiels du PSCF de manière opportune, transparente et responsable**, en particulier au niveau national et en veillant à la cohérence entre les initiatives nationales, régionales et internationales.

## LISTE DES ACRONYMES

ADF-Nalu	Forces démocratiques unifiées
APCLS	Alliance des patriotes pour un Congo libre et souverain
ALC	Assistant de liaison communautaire
CNDP	Congrès National pour la Défense du Peuple
DDR	Désarmement, démobilisation et réintégration
DDRRR	Désarmement, démobilisation, rapatriement, réintégration et réinstallation
FARDC	Forces armées de la République démocratique du Congo
FDLR	Forces démocratiques de libération du Rwanda
M23	Mouvement du 23 mars
MONUSCO	Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo
PNC	Police nationale congolaise
PSCF	Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération



## NOTES

- 1 Oxfam (2012), « Marchandises de guerre : Des communautés révèlent le vrai prix du conflit dans l'est de la RDC », Oxfam, <http://policy-practice.oxfam.org.uk/publications/commodities-of-war-communities-speak-out-on-the-true-cost-of-conflict-in-easter-252424>
- 2 Informations provenant du bureau OCHA, mise à jour le 30 septembre 2013.
- 3 Oxfam (2009), « Réveiller le démon : Impact du désarmement forcé sur les civils dans les Kivus », Oxfam International, <http://www.oxfamfrance.org/IMG/pdf/bn-waking-the-devi-drc-0907-fr.pdf>

© Oxfam International, janvier 2014

Ce document a été rédigé par Hannah Cooper. Oxfam remercie Adolphe Baduda, Caroline Baudot, Aimee Brown, Edmund Cairns, Sally Chin, Emma Fanning, Solange Fontana, Florentin Kahwa, Ellie Kemp, Vincent Koch, Anne Leewis, Capucine Maus de Rolley, Eddy Mbuyi, Georgette Thomas, Annick Van Lookeren, Nicolas Vercken, Therese Wagner, et Louise Williams pour leur assistance dans sa réalisation. Oxfam aimerait également remercier ses partenaires de la société civile congolaise. Ce document fait partie d'une série de textes écrits pour informer et contribuer au débat public sur des problématiques relatives au développement et aux politiques humanitaires.

Pour toute information complémentaire, veuillez contacter [advocacy@oxfaminternational.org](mailto:advocacy@oxfaminternational.org)

Ce document est soumis aux droits d'auteur mais peut être utilisé librement à des fins de campagne, d'éducation et de recherche moyennant mention complète de la source. Le détenteur des droits demande que toute utilisation lui soit notifiée à des fins d'évaluation. Pour copie dans toute autre circonstance, réutilisation dans d'autres publications, traduction ou adaptation, une permission doit être accordée et des frais peuvent être demandés. Courriel : [policyandpractice@oxfam.org.uk](mailto:policyandpractice@oxfam.org.uk).

Les informations contenues dans ce document étaient correctes au moment de la mise sous presse.

Publié par Oxfam GB pour Oxfam International sous l'ISBN 978-1-78077-550-0 en janvier 2014. Oxfam GB, Oxfam House, John Smith Drive, Cowley, Oxford, OX4 2JY, Royaume-Uni.

## OXFAM

Oxfam est une confédération internationale de 17 organisations qui, dans le cadre d'un mouvement mondial pour le changement, travaillent en réseau dans plus de 90 pays à la construction d'un avenir libéré de l'injustice qu'est la pauvreté.

Oxfam Amérique ([www.oxfamamerica.org](http://www.oxfamamerica.org))  
Oxfam Australie ([www.oxfam.org.au](http://www.oxfam.org.au))  
Oxfam-en-Belgique ([www.oxfamsol.be](http://www.oxfamsol.be))  
Oxfam Canada ([www.oxfam.ca](http://www.oxfam.ca))  
Oxfam France ([www.oxfamfrance.org](http://www.oxfamfrance.org))  
Oxfam Allemagne ([www.oxfam.de](http://www.oxfam.de))  
Oxfam Grande Bretagne ([www.oxfam.org.uk](http://www.oxfam.org.uk))  
Oxfam Hong Kong ([www.oxfam.org.hk](http://www.oxfam.org.hk))  
Oxfam Inde ([www.oxfamindia.org](http://www.oxfamindia.org))  
Oxfam Intermón (Espagne) ([www.oxfamintermon.org](http://www.oxfamintermon.org))  
Oxfam Irlande ([www.oxfamireland.org](http://www.oxfamireland.org))  
Oxfam Italie ([www.oxfamitalia.org](http://www.oxfamitalia.org))  
Oxfam Japon ([www.oxfam.jp](http://www.oxfam.jp))  
Oxfam Mexique ([www.oxfamexico.org](http://www.oxfamexico.org))  
Oxfam Nouvelle-Zélande ([www.oxfam.org.nz](http://www.oxfam.org.nz))  
Oxfam Novib (Pays-Bas) ([www.oxfamnovib.nl](http://www.oxfamnovib.nl))  
Oxfam Québec ([www.oxfam.qc.ca](http://www.oxfam.qc.ca))

